

SECRÉTARIAT DU COMITÉ DES PARLEMENTAIRES
SUR LA SÉCURITÉ NATIONALE ET LE
RENSEIGNEMENT

ÉTAT DES RÉSULTATS PROSPECTIFS (NON AUDITÉ)

POUR LES EXERCICES SE TERMINANT 31 MARS 2023, ET LE 31 MARS 2024

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

L'État des résultats prospectifs (non audité)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	Résultats projetés 2022–2023	Résultats prévus 2023–2024
Charges		
Examen parlementaire des activités de sécurité nationale et le renseignement	2 803	2 997
Services internes	771	821
Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement	3 574	3 818

Les notes complémentaires font partie intégrante de l'état des résultats prospectifs.

Notes à l'état des résultats prospectif (non audité)

1. Méthodologie et hypothèses importantes

L'état des résultats prospectif a été établi en fonction des priorités du gouvernement et des plans ministériels qui sont décrits dans le plan ministériel.

Les renseignements présentés dans les résultats projetés de l'exercice 2022-2023 sont fondés sur les résultats réels en date du 12 décembre 2022 et sur les prévisions pour le reste de l'exercice. Des prévisions ont été réalisées pour les résultats prévus de l'exercice 2023-2024.

Les principales hypothèses qui sous-entendent les prévisions sont les suivantes :

- Les activités du ministère resteront, dans l'ensemble, les mêmes que celles de l'exercice précédent;
- Les charges, y compris la détermination des montants de sources internes et externes au gouvernement, sont fondés sur l'expérience. L'évolution générale historique devrait se poursuivre.

Ces hypothèses sont adoptées en date du 12 décembre 2022.

2. Variation et évolution des prévisions financières

Même si tous les efforts ont été déployés pour prévoir les résultats définitifs pour le reste de l'exercice 2022-2023 et pour 2023-2024, les résultats réels des deux exercices risquent de différer des prévisions financières présentées, et l'écart pourrait être important.

Lors de la préparation du présent état des résultats prospectif, le Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement a établi des estimations et des hypothèses à l'égard d'événements futurs. Ces estimations et hypothèses pourraient différer des résultats financiers réels subséquents. Elles sont fondées sur l'expérience et d'autres facteurs, notamment les prévisions relativement aux événements futurs qui sont considérées comme raisonnables compte tenu des circonstances, et sont évaluées de façon continue.

Les facteurs qui pourraient donner lieu à des écarts importants entre l'état des résultats prospectif et l'état des résultats historique incluent :

- le moment et le montant des acquisitions et des aliénations de biens mobiliers, d'installation de production et d'équipements qui peuvent influencer sur les gains ou pertes et les charges d'amortissement;
- la mise en œuvre de nouvelles conventions collectives;
- d'autres modifications au budget de fonctionnement en raison de nouvelles initiatives ou de rajustements techniques au cours de l'exercice.

Une fois le plan ministériel déposé au Parlement, le Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement ne fera pas de mise à jour des prévisions, quelles que soient les modifications apportées aux ressources financières dans les budgets supplémentaires des dépenses. Les écarts seront expliqués dans le rapport ministériel sur les résultats.

3. Sommaire des principales conventions comptables

L'état des résultats prospectif a été préparé conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada en vigueur pour l'exercice 2022-2023, et s'appuie sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence notable par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables est la suivante :

a) Charges

Les charges sont généralement comptabilisées lorsque les biens sont reçus ou les services sont rendus et comprennent les dépenses de fonctionnement liées au personnel, services professionnels et spéciaux, réparation et entretien, services publics, fournitures et à l'approvisionnement, ainsi que l'amortissement des immobilisations corporelles. Les autres charges incluent des provisions qui tiennent compte des changements de la valeur des actifs et des passifs, y compris les provisions pour créances douteuses, les avances et la désuétude des stocks.

4. Autorisations parlementaires

Le Secrétariat est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La formule de comptabilisation des autorisations consenties au ministère ne correspond pas à celle des rapports financiers établis selon les principes comptables généralement reconnus, étant donné que les autorisations sont principalement fondées sur les besoins de trésorerie. Les postes comptabilisés dans l'état des résultats prospectif d'un exercice donné peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires approuvées au cours de l'exercice précédent, de l'exercice en cours ou d'exercices futurs. Par conséquent, le coût de fonctionnement net du ministère pour l'exercice diffère suivant qu'il est calculé selon les principes du financement public ou selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations demandées (en milliers de dollars)

	Résultats projetés 2022–2023	Résultats prévus 2023–2024
Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement	3 574	3 818
Rajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais aucune incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(4)	(1)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(202)	(189)
(Augmentation) / diminution des indemnités de vacances et de congés compensatoires	(9)	(4)
(Augmentation) / diminution des avantages sociaux futurs	(10)	6
Remboursement de charges des exercices antérieurs	11	24
Total des postes qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais aucune incidence sur les autorisations :	(214)	(164)
Autorisations demandées prévues pour être utilisées	3 360	3 654

b) Autorisations fournies/demandées (en milliers de dollars)

	Résultats projetés 2022–2023	Résultats prévus 2023–2024
Autorisations fournies/demandées :		
Crédit 1: Dépenses de fonctionnement	3 581	3 409
Montant des postes législatifs	204	245
Total des autorisations accordées/demandées	3 785	3 654
Moins: Autorisations inutilisées estimées et autres rajustement	(425)	-
Autorisations fournies/demandées prévues pour être utilisées	3 360	3 654

Les autorisations présentées correspondent aux prévisions actuelles pour éléments statutaires, les initiatives approuvées dans les documents du budgétaires et les estimations des montants qui seront accordés à partir des crédits centraux du Conseil du Trésor.